

MAPA / Consultation n°2025-10

Accord-cadre de service passé en application du code de la commande publique

**ENTRETIEN DES ESPACES VERTS**  
**LOT 1 : MARCHE RESERVE D'ENTRETIEN ANNUEL**  
**LOT 2 : PRESTATIONS PONCTUELLES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**  
**(R.C)**

Remise des offres

---

Date limite de réception : **15 juillet 2025 à 12 :00**

**Ville de Saint Jacques de la Lande**  
1 rue François Mitterrand  
35136 Saint-Jacques de la Lande  
Tél : 02.99.29.75.30

---

# SOMMAIRE

---

<b>1. OBJET ET DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>3</b>
1.1 OBJET DU MARCHE.....	3
1.2 FORME DU MARCHE .....	3
1.3 DURE DU MARCHE .....	3
1.4 NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE .....	4
<b>2. ORGANISATION DE LA CONSULTATION .....</b>	<b>4</b>
2.1 PROCEDURE DE CONSULTATION .....	4
2.2 MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT .....	4
2.3 FORME JURIDIQUE QUE DEVRA REVETIR LE GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES ATTRIBUTAIRE DU MARCHE.....	4
2.4 NEGOCIATION .....	5
2.5 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	5
2.6 VARIANTES .....	6
2.7 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	6
2.8 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
2.9 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....	6
2.10 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
<b>3. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>6</b>
3.1 ELEMENTS NECESSAIRES A LA SELECTION DES CANDIDATURES .....	7
3.1.1 <u>Analyse des candidatures</u> :.....	8
3.2 ELEMENTS NECESSAIRES AU CHOIX DE L'OFFRE .....	8
3.3 CERTIFICAT ELECTRONIQUE ET SIGNATURE ELECTRONIQUE .....	9
<b>4. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....</b>	<b>10</b>
4.1 DATE LIMITE DE REMISE DES PLIS .....	11
<b>5. JUGEMENT DES OFFRES .....</b>	<b>11</b>
<b>6. REGULARISATION DES OFFRES.....</b>	<b>13</b>
<b>7. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....</b>	<b>13</b>
<b>8. PROCEDURES DE RECOURS .....</b>	<b>13</b>

---

# 1. Objet et durée du marché

## 1.1 Objet du marché

La présente consultation porte sur des prestations d'entretien d'espaces verts de la ville de Saint-Jacques de la Lande.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP commun à l'ensemble des lots.

## 1.2 Forme du marché

Les prestations sont réparties en 2 lots traités par marchés séparés désignés ci-après.

- Lot n°1 : Entretien annuel
- Lot n°2 : Prestations ponctuelles

Le lot n°1 est réservé à des entreprises d'insertion par l'activité économique (SIAE) mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, conformément à l'article L.2113-13 du Code de la commande publique.

Le lot n°1 est passé à prix global et forfaitaire annuel. Il ne fait pas l'objet d'un découpage en bons de commande. Un OS annuel de démarrage de la prestation sera transmis par les services techniques de la Ville.

Le lot n°2 est passé à prix unitaire sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire au sens de l'article R-2162-2 du Code de la Commande Publique sans montant minimum annuel et avec un montant maximum fixé à 22 000 € HT.

### **Réalisation de prestations similaires**

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

### **Dispositions relatives aux groupements**

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

## 1.3 Duré du marché

La durée initiale des marchés est de 12 mois à compter du 1er septembre 2025 ou à la date de notification si celle-ci est postérieure. Les marchés pourront être reconduits 2 fois. Toutes les périodes de reconduction auront la même durée que celle de la période initiale. Sans que sa durée totale ne puisse excéder 3 ans.

La reconduction sera tacite.

Le titulaire ou le groupement d'entreprises ne peut refuser la reconduction.

En cas de reconduction, les caractéristiques essentielles du marché resteront inchangées.

Si la Ville décide de ne pas reconduire le marché, le prestataire sera averti au plus tard deux mois avant la date d'échéance du marché.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'à l'expiration de la durée de validité du marché.

## **1.4 Nomenclature communautaire**

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) pour l'ensemble des lots est :

Code principal	Description
77310000-6	Réalisation et entretien d'espaces verts

## **2. Organisation de la consultation**

### **2.1 Procédure de consultation**

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée ouverte en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 du code de la commande publique.

### **2.2 Modalités essentielles de financement et de paiement**

Les références du compte bancaire ou postal où les paiements devront être effectués, seront indiquées dans l'acte d'engagement.

Conformément au Titre IV de la loi 2013-100 du 28 avril 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le délai global de paiement ne peut excéder trente (30) jours à compter de la réception complète et conforme de la facture par la ville de St Jacques de la Lande (facture dématérialisée déposée sur Chorus pro) et le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché, le bénéfice d'intérêts moratoires.

Il ressort de l'application du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, que le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ces intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros (€).

Il est précisé que les intérêts moratoires précédemment évoqués et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Les dépenses affectées au marché seront imputées sur le budget de la ville de St-Jacques de la Lande.

### **2.3 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché**

#### **- Conditions de présentation des sous-traitants :**

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

---

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre les candidats devront fournir une déclaration relative à la sous-traitance fournie par le sous-traitant potentiel. (Cf. formulaire joint annexe 1 à l'acte d'engagement).

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire, sauf lorsque le montant est inférieur à 600 Euros T.T.C.

**- Conditions de présentation sous la forme d'un groupement d'opérateurs économiques :**

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter.

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser.

Un mandataire ne peut pas représenter plus d'un groupement d'entreprises.

Le groupement attributaire pourra être contraint d'assurer sa transformation, si cette transformation s'avère nécessaire pour la bonne exécution du marché.

Dans ce cas, la forme imposée par le pouvoir adjudicateur après attribution sera :

Groupement conjoint avec mandataire solidaire

**ou** Groupement solidaire

## 2.4 Négociation

Une phase de négociation pourra être mise en œuvre.

Sur la base des offres remises, l'acheteur éliminera les offres inappropriées et décidera d'engager ou non les négociations avec les candidats sélectionnés. Dans l'affirmative, il décidera s'il admet ou non à la négociation les candidats ayant remis des offres irrégulières ou inacceptables, dans le respect du principe d'égalité de traitement entre les candidats.

Dans le cas où l'acheteur aura admis à la négociation les offres irrégulières ou inacceptables, il devra, à l'issue des négociations, rejeter, sans les classer, les offres qui demeureraient irrégulières ou inacceptables. L'acheteur pourra cependant autoriser les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier des caractéristiques substantielles.

Elle pourra prendre la forme d'échanges écrits et/ou d'entretiens avec le ou les candidats retenu(s) par le Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'échange écrit, les candidats devront impérativement répondre via la plateforme Mégalis Bretagne.

En cas de rencontre avec les candidats, une convocation sera transmise aux candidats en amont de l'entretien de négociation.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

Conformément à l'article R. 2123-5 du code de la commande publique, l'acheteur pourra attribuer le présent marché sur la base des offres initiales sans négociation.

## 2.5 Contenu du dossier de consultation

---

Le dossier de consultation des entreprises comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à l'ensemble des lots ;
- L'Acte d'Engagement relatif à chaque lot (AE) ;
- La décomposition globale et forfaitaire (DPGF), pour le lot n°1 ;
- Le Bordereau des prix unitaires relatif (BPU), pour le lot n°2 ;
- Le détail des quantités estimatives (DQE) pour le lot n°2 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à l'ensemble des lots et ses annexes ;
- Le cadre de réponse relatif à chaque lot dûment complété, dans le cas où le soumissionnaire répondrait à l'aide son propre mémoire technique, il devra impérativement indiquer dans les questionnaires à quelle page de son mémoire technique il se réfère.

## 2.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

## 2.7 Prestations supplémentaires éventuelles

La présente consultation ne comporte pas de prestations supplémentaires éventuelles

## 2.8 Modification de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.9 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 4 mois à compter de la date limite de remise de l'offre finale.

## 2.10 Modalités de retrait du dossier de consultation

Les candidats devront télécharger le dossier gratuitement sur la plateforme de dématérialisation Mégalis à l'adresse suivante :

<https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Dans le champ « Référence »

Indiquez le numéro de la consultation : **C2025-10**

Le dossier n'est pas disponible sous format papier, le retrait devra se faire exclusivement sur la plateforme Mégalis.

**Le candidat est fortement invité à renseigner lors du téléchargement du dossier de consultation, une adresse courriel électronique permettant de bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les demandes de précisions, les modifications du DCE, le report de délais...**

Le service Achat Public (Tel : 02.99.29.75.45) de la Ville est à votre disposition pour vous accompagner lors du retrait du dossier de consultation, lors du dépôt votre candidature, et vérifier avec vous les éléments de candidature.

## **3. Présentation des candidatures et des offres**

Les offres des candidats sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en euro.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 3.1 Eléments nécessaires à la sélection des candidatures

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non
Pouvoir de signature de la personne habilitée à engager la société (document attestant la qualité de gérant de l'entreprise ou délégation de pouvoir de l'un des dirigeants) ;	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Certificats de qualifications et ou de qualité demandés aux candidats uniquement pour le lot n°1 :

Libellés	Signature
Pour les structures invoquant, au titre des articles L 2113-13 et R 2113-7 du Code de la commande publique, une équivalence SIA, des éléments de preuve attestant qu'elles sont équivalentes à ces dernières et qu'elles emploient une proportion minimale de 50% de travailleurs défavorisés.	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser **les formulaires DC1** (lettre de candidature) **et DC2** (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr). Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

---

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché.

### 3.1.1 Analyse des candidatures :

Le jugement des candidatures sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2141-1 à L 2142-1 et R 2142-1 à R 2144-9 du Code de la commande publique.

Les modalités de vérification des conditions de participation se feront dans les conditions prévues à l'article R.2161-4 du Code de la Commande publique.

Aussi, si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières. Les candidatures qui ne satisfont pas à ces niveaux de capacité seront éliminées.

Conformément à l'article R.2161-4 l'acheteur pourra examiner les offres avant les candidatures.

## 3.2 Eléments nécessaires au choix de l'offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants réunis au sein d'un sous-dossier « offre » :

- ✓ **L'acte d'engagement (AE)** relatif à chaque lot dument complété ;
- ✓ **La décomposition globale et forfaitaire (DPGF)** relative au lot 1 dument complété ;
- ✓ **Le bordereau des prix unitaires (BPU)** relatif au lot 2, dument complété sans aucune modification ;
- ✓ **Le détail des quantités estimatives (DQE)**, relatif au lot 2, dument complété document non contractuel, servant uniquement à l'analyse des offres ;
- ✓ **Le cadre Le cadre de réponse** relatif à chaque lot dument complété, dans le cas où le soumissionnaire répondrait à l'aide son propre mémoire technique, il devra impérativement indiquer dans les questionnaires à quelle page de son mémoire technique il se réfère.

La remise de l'acte d'engagement signé n'est pas requise au moment du dépôt de l'offre et ne sera exigée que du candidat retenu afin de formaliser le marché conclu. Toutefois, le dépôt d'une offre engage le candidat à exécuter le marché selon les prescriptions prévues aux pièces contractuelles dès lors que le marché lui est notifié. L'absence de remise d'un acte d'engagement signé au stade de la consultation ne soustrait pas le titulaire à cet engagement.

Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP), et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et leurs annexes, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi même en cas d'une mise au point du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur conseille vivement au soumissionnaire de préciser les éléments confidentiels de son offre couverts par le secret des affaires et à justifier par note détaillée écrite les motifs de couverture de ces éléments. Cette démarche facilitera le respect du secret des affaires par le pouvoir adjudicateur, le cas échéant.

Afin de permettre un traitement plus rapide des formalités d'attribution du marché, les opérateurs économiques sont autorisés à remettre, dans le pli contenant leur candidature et leur offre, les pièces justifiantes qu'ils ne se trouvent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner prévu à l'article R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique.



### 3.3 Certificat électronique et signature électronique

**Les candidats sont informés que les pièces du marché seront exclusivement signées électroniquement.** Conformément aux dispositions de l'article R.2182-3 du code de la commande publique, la signature électronique du marché public intervient à l'achèvement de la procédure. Toutefois, le candidat qui le souhaite peut signer sa proposition dès la remise de son offre.

**Le candidat retenu (et ses éventuels sous-traitants) s'engage à s'équiper d'un certificat électronique et à signer électroniquement, au plus tard lors de l'attribution, les pièces contractuelles.**

**PRECISION** : un document signé manuellement puis scanné n'a aucune valeur légale. Les entreprises doivent donc faire l'acquisition de certificat de signature électronique auprès d'un organisme habilité appelé autorité de certification.


L'acte d'engagement signé électroniquement par le candidat retenu doit l'être individuellement, au moyen d'un certificat de signature électronique, procédé d'identification fiable garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache. Le certificat doit être détenu par une personne ayant capacité d'engager le candidat dans le cadre de la consultation. Le certificat doit être valide lors de la signature.

#### Catégories de certificats électroniques :

Les catégories de certificats de signature à utiliser pour signer électroniquement doivent appartenir à l'une des catégories suivantes (cf. article 2.I de l'arrêté du 22 mars 2019) :

- certificats de signature référencés PRIS V1
- certificats européens désignés par la commission européenne
- certificats délivrés par des autorités de certification française ou étrangère, répondant à des normes équivalentes au Référentiel Général de Sécurité (R.G.S.)

Sont autorisés tous les certificats de niveau\*\* (2) minimum conformes au RGS, ou garantissant un niveau équivalent de sécurité.

 **L'obtention d'un certificat électronique étant soumise à un délai variable il est impératif que le candidat en anticipe l'acquisition ou le renouvellement le cas échéant.**

#### Formats de signature

Les formats de signature suivant sont acceptés : XAdES, CAdES ou PAdES.

**Le format PAdES est fortement recommandé pour des raisons d'interopérabilité avec nos outils informatiques administratifs.**

## RECOMMANDATION IMPORTANTE

Pour la signature électronique, il est fortement conseillé au candidat retenu :

- d'utiliser un certificat référencé dans la liste approuvée par le ministère chargé de la réforme de l'Etat et par la commission Européenne,
- d'utiliser l'outil de signature proposé par la salle régionale de dématérialisation des marchés publics « Megalis Bretagne ».

Dans ces conditions la signature apposée bénéficiera d'une présomption de conformité.

Dans le cas contraire, il reviendra au candidat d'apporter au pouvoir adjudicateur les preuves de cette conformité.

Un tutoriel vous expliquant comment signer électroniquement au format PADES est disponible à l'adresse suivante :

<https://services.megalis.bretagne.bzh/tutoriel/signer-electroniquement-un-document-de-marche-via-mon-assistant-marches-publics/>

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

## 4. Conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres

La remise des candidatures et des offres **est obligatoirement sous forme dématérialisée.**

**Le dépôt des plis électroniques s'effectue sur la plateforme des marchés Megalis Bretagne et donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.** Seule l'heure de fin de réception de la réponse électronique compte. L'heure limite retenue par la réception des plis correspondra au dernier octet reçu.

Il faut donc prendre en considération le temps de l'envoi de la réponse électronique. Le fuseau horaire de référence est celui de Paris.

Si une nouvelle offre est déposée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente qui ne sera pas ouverte. Le candidat en sera avisé.

L'accusé de réception est transmis sur l'adresse mail ayant servi à la création du compte entreprise créé pour l'utilisation de la plateforme Megalis. Cette adresse mail sera utilisée pour l'ensemble des échanges pouvant intervenir au cours de la consultation.

L'entreprise pourra déclarer une autre adresse mail en adressant un mail au service achat : [magali.collier@st-jacques.fr](mailto:magali.collier@st-jacques.fr).

#### CONSEIL AUX CANDIDATS :

L'heure précise et la date limite de réception des plis ne peuvent faire l'objet d'aucune exception. La collectivité encourage donc fortement les opérateurs économiques :

- ...à tester leurs connexions bien avant l'heure limite de télétransmission (un outil est disponible sur la plateforme Megalis)
- ...en cas d'envoi multiples, à bien vérifier que le dernier envoi comporte toutes les pièces demandées au présent règlement de la consultation
- ...à contacter le support technique de la plateforme pour toutes questions et/ou problèmes rencontrés : le n° d'accès est : **02 23 48 04 54**

#### 4.1 Date limite de remise des plis

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le :

**15 juillet 2025 à 12h00**

Les offres parvenues après cette date et heure limites par voie dématérialisée seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

#### **COPIE DE SAUVEGARDE**

Une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, clé USB) peut être adressée dans ce même délai.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « **copie de sauvegarde** », **le nom de la consultation sur l'enveloppe** et à adresser à Mairie de Saint-Jacques de la Lande, Service Achat Public 1 rue François Mitterrand 35136 Saint-Jacques de la Lande.

Lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur, sont réputés n'avoir jamais été reçus et le candidat concerné en est informé dans les conditions de l'article R2132-11 du décret n° 2018-1075.

Lorsqu'ils sont accompagnés d'une copie de sauvegarde, les plis transmis par voie électronique et dans lesquels un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur donnent lieu à l'ouverture de la copie de sauvegarde.

Lorsque le pli a été déposé par voie électronique sur la plateforme Mégalis, mais n'est pas parvenu au pouvoir adjudicateur dans les délais de dépôt des plis ou bien n'a pas pu être ouvert par le pouvoir adjudicateur, celui-ci procède à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

### **5. Jugement des offres**

Les critères sont identiques pour l'ensemble des lots.

Intitulé des critères et sous-critères	Pondération
<b>Critère n° 1 : Valeur technique</b>	<b>50/100</b>
Sous-critère n°1 : Qualité des prestations	20/100
Sous-critère n°2 : Performance en matière de protection de l'environnement	15/100
Sous-critère n°3 : Moyens humains et matériels pour la réalisation de la prestation	15/100
<b>Critère n°2 : Prix de l'offre</b>	<b>50/100</b>

L'acheteur notera les offres, critère par critère, selon la méthode suivante :

**Critère n° 1 : Valeur technique, jugée au regard du cadre de réponse mémoire technique du soumissionnaire relatif à chaque lot.**

*NB : Les informations demandées figurant sur un autre support que le mémoire technique ou pièces contractuelles, notamment plaquette commerciale, ne pourront être prises en compte lors de l'analyse des offres.*

**Critère n°2 : Prix de l'offre**, analysée au regard du montant HT du de l'acte d'engagement et de la décomposition globale et forfaitaire pour le lot 1 et du détail quantitatif estimatif pour le lot 2

Le nombre de points maximum (50) sera attribué au candidat le moins-disant. Les autres candidats se verront décerner les points en fonction de la formule suivante :

$$\frac{\text{Prix du candidat le moins disant} \times 50}{\text{Prix du candidat}}$$

Le nombre de point sera arrondi au centième le plus proche.

*N.B. : En cas de discordance constatée pour le lot 2 dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du DQE sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le DQE seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en considération.*

UNE NOTE TOTALE PRENANT EN COMPTE LA VALEUR TECHNIQUE DE L'OFFRE ET LE PRIX SERA ATTRIBUEE A CHAQUE CANDIDAT SUR 100 POINTS.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique soient obtenus. :

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254.2 à D. 8254-5 du code du travail.

---

## 6. Régularisation des offres

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme irrégulière.

Le pouvoir adjudicateur dispose de la faculté de solliciter des précisions auprès de candidats dont le dossier d'offre nécessiterait à ses yeux des éclaircissements. Les demandes de précisions seront effectuées exclusivement à partir de la plateforme Mégalis, auprès des candidats concernés. Ces candidats répondront obligatoirement via cette plateforme.

Conformément aux articles R2151-1 à 2 du Code de la commande publique, les offres inappropriées sont éliminées. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables à l'issue de la négociation, à condition que l'offre ne soit pas anormalement basse et que cette régularisation n'entraîne pas de modification substantielle des offres initiales.

## 7. Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.megalisbretagne.org>

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse commune aux questions posées lors de la consultation sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

## 8. Procédures de recours

Concernant la présente consultation, les éléments relatifs aux procédures de recours sont les suivants :

Instance chargée des procédures de recours : Greffe du tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex, tél. : 02-23-21-28-28, courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr), télécopieur : 02-99-63-56-84.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Greffe du tribunal administratif de Rennes 3, Contour de la Motte, 35044 Rennes Cedex, tél : 02-23-21-28-28, courriel : [greffe.ta-rennes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@juradm.fr), télécopieur : 02-99-63-56-84.

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.